ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

équilibre financier

Question écrite n° 10295

Texte de la question

M. Jean-Jacques Candelier attire l'attention de M. le ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité sur la question des franchises médicales. Il considère que leur instauration est un danger pour l'accès aux soins des plus modestes. Par ailleurs, elles remettent fondamentalement en cause le principe de solidarité. Conformément aux dispositions énoncées à l'alinéa II du préambule de la Constitution de 1946, puis celle de 1958, il tient à lui rappeler que « l'accès aux soins pour tous » est un devoir pour la France. De nombreuses personnes âgées vivent avec des revenus très modestes. À ce jour, 600 000 personnes vivraient avec 600 euros par mois. Pour celles-ci, l'instauration de ces franchises aura un impact important sur leur pouvoir d'achat et des conséquences désastreuses sur leur santé. Le financement du plan de lutte contre le cancer, la maladie d'Alzheimer ou l'amélioration des soins palliatifs devraient concerner l'ensemble de la société française, et non pas les seuls malades. Les malades ne doivent pas être considérés comme des fautifs à punir ou des coupables à pressuriser. À ce titre, il lui demande de revenir sur les franchises médicales qui, d'une part, sont profondément injustes, et d'autre part, contreviennent aux principes de la solidarité nationale qui fondent la sécurité sociale.

Texte de la réponse

Les progrès médicaux de ces dernières années ont permis une amélioration constante de l'espérance de vie des Français. Mais, parallèlement, les malades atteints d'alzheimer ou du cancer voient leur nombre croître, et les besoins en termes de soins palliatifs sont plus importants. Il faut donc assurer le financement de ces besoins nouveaux et, dans le même temps, agir pour prévenir la dérive des comptes de l'assurance maladie. Les franchises visent à répondre à cette double exigence. Elles permettent, en effet, de dégager des recettes nouvelles pour progresser dans la prise en charge et la recherche sur ces maladies et pour développer les soins palliatifs, mais également de faire preuve de responsabilité en évitant de reporter la charge de ce financement sur les générations futures et, ainsi, de maintenir un système solidaire. Le décret d'application des franchises apporte toutefois toutes les garanties nécessaires pour préserver les principes fondamentaux de notre système de santé. Pour tenir compte de la situation des plus modestes, il a été prévu d'exonérer du paiement de la franchise les bénéficiaires de la CMU, les enfants mineurs jusqu'à leur majorité ainsi que les femmes enceintes, soit quinze millions de nos concitoyens. Les patients atteints d'une affection de longue durée et les titulaires d'une rente accident du travail maladies professionnelles continueront de bénéficier d'une prise en charge très élevée. En outre, le prélèvement par assuré est plafonné à 50 euros par an afin de ne pas pénaliser les plus malades. Des règles particulières ont également été prises afin que soit bien respectée l'égalité de tous devant les soins : le montant maximum journalier dû au titre de la franchise est de 2 euros pour les actes des auxiliaires médicaux et de 4 euros pour les transports. Cette règle s'applique par bénéficiaire, quel que soit le nombre de professionnels intervenant pour les actes d'auxiliaires médicaux, d'une part, et pour les transports, d'autre part ; le montant des franchises ne pourra être supérieur au montant du remboursement versé par l'assurance maladie à l'assuré : un mécanisme d'écrêtement de la franchise est prévu. Le cas échéant, le montant maximum de la franchise qu'aura à payer l'assuré ne pourra dépasser le montant de son remboursement ; les ayants droit

mineurs continueront d'être exonérés des franchises l'année de leur majorité, afin d'éviter de créer des effets de seuil en cours d'année ; en ce qui concerne les hôpitaux, le paiement de la franchise sur les médicaments rétrocédés s'effectuera par ligne générique, puisque ces établissements ne délivrent pas de médicaments.

Données clés

Auteur : M. Jean-Jacques Candelier
Circonscription : Nord (16e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine
Type de question : Question écrite
Numéro de la question : 10295
Rubrique : Assurance maladie maternité : généralités
Ministère interrogé : Travail, relations sociales et solidarité
Ministère attributaire : Santé, jeunesse et sports

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 13 novembre 2007, page 7017
Réponse publiée le : 25 mars 2008, page 2705